Sortie immédiate du nucléaire

« Ni rose, ni vert, arrêt immédiat du nucléaire », telle était la campagne unitaire lancé par l'Organisation communiste libertaire, le réseau No pasaran, des groupes de la FA (Bretagne, Lyon, etc.) . On reprochait parfois à ce slogan un aspect trop politicien, trop centré sur les aspects politiques (critique des partis gouvernementaux) et pas assez axé sur une critique globale des dangers du nucléaire. Un texte d'affiche ou de banderole est toujours réducteur. Mais l'objet de cette campagne est de peser sur un débat central au sein du mouvement anti-nucléaire français et européen: quand et comment sortir du nucléaire ?

Petite histoire du mouvement antinucléaire ou comment le trahir ?

Or on ne peut poser cette question (du quand et du comment) sans ignorer la politique gouvernementale et plus particulièrement celle des Verts, ni ignorer l'histoire du mouvement antinucléaire. On ne peut oublier les grandes mobilisations et victoires de années 70 (Plogoff, etc.) ainsi que son essoufflement dans les années 80 payant ainsi très chèrement ses tractations avec le PS et l'appel au vote pour Mitterrand. Certes, l'accident de Tchernobyl fut un électrochoc salutaire, nous rappelant ainsi gravement que l'accident majeur est toujours possible. Parallèlement aux prises de conscience écologiques des populations occidentales et européennes dans les années 70 « suite à diverses catastrophes toujours plus nombreuses », différents partis écologistes sont apparus et ont pris de réelles places sur l'échiquier politique traditionnel. Le mouvement tombe du coup dans le même piège que celui de 1981 : celui de s'enfermer dans une logique de conquête de pouvoir avec tout ce que cette politique sous-entend de négociations, de revirements, de concessions, voire de soumissions.Et, effectivement lors des législatives de 1997, les Verts négocient des places au parlement ainsi qu'au gouvernement en cas de victoire. C'est ainsi que quelques mois après l'accession du gouvernent Jospin au pouvoir, l'arrêt de Super-phenix (qui était une nécessité économique et technologique, même pour le lobby nucléaire) est présenté par une victoire pour la Verts. Depuis, rien ! Ou sinon la gestion d'un système qui continue : on cherche de nouvelles zones d'enfouissement de déchets indésirables, dont la durée de vie dépasse les milliers d'années (et c'est Voynet elle-même qui signe le décret qui autorise ces recherches). On organise les transports de déchets en train entre la France et L'Allemagne, on parle l'horizon 2005_2010 de nouveaux types de réacteur (EPR…) Tout va pour le mieux dans le meilleur des mondes ! En Allemagne, on est dans la même logique en parlant d'arrêt pour 2020 … Cette position est très pratique car elle permet de gérer la société sans remettre en cause ses fondements (la remise en cause du nucléaire pose de fait des questions autour de nos modes de production et de consommation) tout en annonçant une sortie progressive du nucléaire. Pour ces politiciens le dire est aussi une couverture politique en cas d'accident grave, une manière de se dédouaner devant les populations au cas où …

Nous n'avons pas le choix : sortie immédiate !

Nous n'avons pas le choix car l'accident est possible est terme inévitable. « nous faisons tout ce que nous pouvons pour prévenir l'accident grave, nous espérons ne pas en avoir, mais nous ne pouvons garantir qu'il ne se produira pas. On ne peut conclure que dans les 10 ou 20 ans à venir un accident civil grâce ne se produise dans une de nos installations. » (Inspecteur général pour la sûreté EDG Montauban 1998). Aucun argument de type économique et politique ne peut justifier une telle prise de risque : face à celui-ci, nul argument sur l'emploi, sur nos prétendus besoins énergétiques ne tient la route. Nous n'avons pas le choix parce que l'énergie nucléaire est une énergie polluante. Elle a non seulement des répercutions immédiates sur notre environnement (échauffement de l'eau, fuites radioactives, etc.) Mais elle génère aussi des déchets d'une durée de vie inimaginable à l'échelle humaine.

Nous n'avons pas le choix, et c'est pour cela que nous devons arrêter immédiatement la logique nucléaire, c'est-à-dire rompre tout de suite avec une certaine logique énergétique même si les recteurs ne peuvent s'arrêter immédiatement. Rompre avec cette logique signifie qu'il faut des aujourd'hui modifier notre politique énergétique sans reporter ses mesures à des lendemains inconnus.

Lancer une réelle politique sur les énergies renouvelables et pas seulement où ça intéresse EDF, (comme le vent en Corse et dans les DOM parce que dans ces régions il n'y a pas e centrales). Lancer de réelles politiques sur les énergies liées au vent, au soleil, l'eau et à la cogénération. Utopistes, que nous sommes ? Mais quand on sait que c'est ce même lobby nucléaire qui est responsables des programmes de développement de ces énergies, on ne peut que frémir.

Si la logique de profit est responsable du nombre d'accidents écologiques (produire plus au moindre coût au détriment de nos conditions de vie), elle est aussi responsable d'une autre logique, celle d'une consommation irrationnelle qui ne répond guère à nos besoins : créer de nouveau besoins par la publicité, diminuer la durabilité des biens de consommation et leur « réparabilité », produire des objets consommateurs d'énergie. Les constats sont multiples. En matière d'électricité chez les particuliers par exemple, on peut citer quelques situations cocasses : on ne

favorise pas l'usage des ampoules qui consomment le moins (ampoules basse tension), on ne favorise pas une réelle politique d'isolation …

Certes, nous pouvons discuter des modalités pour une sortie immédiate du nucléaire, mais nous ne pouvons qu'en discuter, qu'affiner nos propositions sans reporter ce débat à des lustres électoraux.

Théo Simon
Groupe FA Nantes

le Monde libertaire